

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 20/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERET LOGISTIQUE (CHAMP ROUGE)

580 rue du Champ Rouge
Zac des Vergers
45770 Saran

Références : AV 496 / 2025 _ VAT 20250472
Code AIOT : 0010008126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement DERET LOGISTIQUE (CHAMP ROUGE) implanté ZAC du Champ Rouge 45770 Saran. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERET LOGISTIQUE (CHAMP ROUGE)
- ZAC du Champ Rouge 45770 Saran
- Code AIOT : 0010008126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement DERET Champ Rouge est une plateforme logistique relevant du statut SEVESO seuil haut en raison des produits susceptibles d'être stockés (nature et quantités maximales autorisées). L'exploitation est réglementée par des arrêtés ministériels et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Entretien des moyens de défense et de prévention contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2019, article 7.24.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	Complétude du plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 7.23	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
5	Qualification du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II_Point 13	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	SGS Maîtrise des procédés - maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 5 – alinéa 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	SGS Maîtrise des procédés - maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
9	1er prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Insuffisance du SGS	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 7.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Prise en compte Rex P.O.I	Arrêté Préfectoral du 04/08/2019, article 7.23.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	SGS Maîtrise des procédés - maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Entretien des moyens de défense et prévention contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 7.24.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

La présente inspection a permis de solder un grand nombre de points issus des précédentes visites d'inspection. Quelques écarts subsistent.

L'inspection souligne le travail conséquent effectué et toujours en cours mené par l'équipe HSE pour veiller à la bonne intégration des enjeux ICPE dans le fonctionnement du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Insuffisance du SGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.</p>

Le système de gestion de la sécurité s'inscrit dans le système de gestion général de l'établissement. Il définit l'organisation, les fonctions des personnels, les procédures et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.

Constats :

Rappel des constats précédents : "Dans le cadre de la mise à jour de son SGS en cours, l'exploitant doit mettre en accord les consignes de contrôle de l'état des stocks avec les pratiques appliquées sur le terrain par les équipes."

En date du 18 mai 2025, l'exploitant a transmis un dossier de réponses aux écarts constatés lors de la visite d'inspection du 18/07/24. Le SGS de l'établissement intègre une partie qui inclut la gestion de l'état des stocks ainsi que la procédure avant l'acceptation d'un nouveau produit.

« Lors de l'implantation d'un nouveau client, la direction projets s'assure, via les FDS, et les niveaux de stocks, que l'activité et/ou le nouveau stockage sont bien compatibles avec nos autorisations préfectorales (ICPE / quantité / bâtiment / cellules) et la protection incendie en place. La direction des projets est également en charge des activités connexes (machines de conditionnement, installations de lignes mécanisées, activités de reconditionnement, etc.). »

La responsable HSE déclare en effet à l'inspection qu'elle est régulièrement interrogée en interne sur la possibilité ou non de stocker un nouveau produit, sur la base des FDS, avant toute acceptation. La réponse formulée tient compte du respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation, des conditions de localisation et de stockages à respecter en fonction de la protection incendie nécessaire. Le retour fait aux agents inclut la justification de la décision afin de pouvoir sensibiliser les collaborateurs à la réglementation relative aux ICPE.

L'état des stocks est mis à jour quotidiennement via l'outil Qlik (bâtiment L et M - matières dangereuses) et via la réception par mail, sur une adresse fonctionnelle, d'un fichier WMS qui présente l'état des stocks de l'unique client du bâtiment K qui dispose de son propre WMS. Cet état des stocks reçu par mail présente bien la localisation par cellule, le poids de palette, la rubrique ICPE et le volume. Les produits stockés dans ce bâtiment ne sont pas dangereux.

Pour Qlik, une restructuration est toujours en cours pour continuer d'améliorer l'outil, un travail de fond avec le service informatique est en cours. **Toutefois, la double classification est désormais prise en compte.** A titre d'exemple, l'exploitant présente la classification 4510F qui traduit un produit dangereux pour l'environnement et inflammable.

Conformément à ce qui est indiqué dans le SGS, un contrôle de cohérence est réalisé une fois par mois en parcourant Qlik pour vérifier la cohérence des bases articles (classification ICPE, niveau de stockage, lien avec la protection incendie). En cas d'anomalie détectée, une communication est faite à l'exploitation pour remise en conformité.

L'exploitant présente un mail en date du 09/09/25 destiné à un directeur de site pour lui notifier

une anomalie de classement pour certains de ses produits qui sont associés à une mauvaise rubrique ICPE. Les produits relèvent de la rubrique 4331 et non 4320 car ils ne contiennent pas de gaz propulseur.

Ces contrôles de cohérence réguliers permettent de mettre en lumière des erreurs dans la classification des produits par certains clients. Lorsque ces erreurs sont mises en lumière, l'exploitant échange avec son client pour faire valider le changement de classement. Un travail de fond avec certains clients est en cours pour résorber ces erreurs.

Conformément à ce qui est prévu dans le SGS, l'exploitant présente les alertes paramétrées dans QLIK relatives à la classification incorrecte, à la limitation de tonnage et à la présence de produits avec une rubrique non autorisée.

L'exploitant présente un fichier de paramétrage à la cellule et au stockage total.

La codification présentée est la suivante :

- 0 : produit interdit dans la cellule
- 1 : autorisé sous condition (ex : distance d'éloignement de certains produits)
- 2 : autorisé

Dans la synthèse sur l'écran d'accueil Qlik, un panneau « Attention » apparaît pour permettre de vérifier que les conditions de stockage sont respectées.

Tous les jours, un message permet de connaître le stock en présence et le ratio par rapport au seuil autorisé sur site. Pour l'instant aucun seuil n'est atteint à 90%.

Parmi les indicateurs SGS, l'exploitant précise qu'il y a des indicateurs sur les anomalies dans la base article (pas ICPE / double classification / ICPE incohérente) et des anomalies de stockage (ex : Liquides inflammables stockés au dessus du sprinklage ou produits pas dans les bonnes cellules). Dès lors que les éléments sont sur le graphe présenté c'est que les anomalies ont été traitées.

Une formation a également été dispensée aux agents en charge de remplissage des fiches articles pour les sensibiliser à la classification ICPE et rappeler les points de vigilance associés. Les collègues de l'équipe HSE ont également été formés à la classification ICPE.

L'exploitant déclare que le SGS a été mis à jour suite à la réorganisation des services HSE et Infrastructure avec la création des postes d'ingénieur HSE ICPE et de responsable ICPE Infrastructure.

L'exploitant a transmis le SGS mis à jour. Il indique la procédure avant d'accepter et recevoir un produit sur site (transmission des FDS, détermination de la rubrique ICPE), la fréquence quotidienne de mise à jour de l'état des stocks qui permet de connaître la quantité de produits par rubrique ICPE sur chaque bâtiment et qui la compare aux seuils d'autorisation de l'arrêté préfectoral du site.

Une surveillance des états des stocks par bâtiment est effectuée une fois par mois (contrôle de cohérence en terme de classification ICPE mais aussi cohérence de la nature des produits par rapport à la protection incendie en place).

En cas de non-conformité, le service HSE fait une communication à l'exploitation pour remise en conformité. Des alertes automatiques ont été paramétrées pour prévenir des anomalies telles que :

- Classification ICPE incorrecte (ICPE incohérente, pas d'ICPE renseignée)
- Limite de tonnage autorisé (alerte à 75 % du seuil autorisé)
- ICPE non autorisé dans la cellule

Constat : un travail conséquent a été réalisé par l'exploitant pour permettre d'avoir un état des stocks à jour robuste afin d'identifier des anomalies telles que les doubles classements, les erreurs de classement et de stockages. En complément, l'exploitant réalise un travail de fond d'une part en formant et en sensibilisant le personnel aux classements ICPE et stockages associés et d'autre part en échangeant également avec ses clients pour éviter des erreurs de classements de produits. Des actions régulières de contrôle de l'état des stocks ont été mises en place. Des indicateurs sont en place pour suivre les anomalies liées à l'état des stocks et les corriger. Les consignes de contrôle du SGS sont en accord avec les pratiques sur le terrain.

L'écart est levé.

Lors de la précédente inspection, des actions du plan d'action audit SGS étaient encore en cours. Bien que cette partie d'écart avait été levée lors de la précédente inspection, l'exploitant apporte des précisions sur l'avancée des actions menées détaillées ci-dessous.

Concernant l'écart relatif au POI, l'exploitant déclare l'avoir mis à jour avec notamment la création de fiche réflexe.

En date du 09 septembre 2025, il a transmis à l'inspection les fiches réflexe de l'ensemble des cellules des 3 bâtiments. Par sondage, l'inspection consulte la fiche réflexe de la cellule K1ABC. Elle présente en détail la cellule et son contenu : surface, produits stockés et lien vers l'état des stocks, données constructives, zones à risques (avec mention des mezzanines et de leur instabilité au feu interdisant l'intervention du SDIS, plan), moyens d'extinction de la cellule, ressources en eau (sprinklage et poteaux incendie), rétention (localisation y compris des vannes), rappel des actions à mener en cas de déclenchement POI, accès à la cellule, plan des flux thermiques.

L'exploitant précise que les missions POI vont être redistribuées et que de nouvelles formations seront organisées à la fin du semestre 2025. En pièce jointe de son courrier de réponse, il a joint les attestations de présence à la formation « astreinte cadre POI ».

L'exploitant présente la liste du planning d'astreinte, les personnes identifiées sont celles qui ont été formées. L'astreinte est prise pour une semaine. Le planning est ensuite transmis à la société de gardiennage, avec le téléphone professionnel de la personne d'astreinte. Au PC sécurité, il y a le numéro de chaque cadre d'astreinte.

En date du 09 septembre 2025, l'exploitant a transmis le support de la formation qui fixe comme objectifs de connaître l'organisation POI en place sur le site, connaître son rôle dans le cadre de cette organisation, se mettre en situation avec un mini-exercice POI.

Un exercice POI a été réalisé le 26 juin 2025 : départ feu sur k2cd avec un travail en cours avec un permis de feu en vigueur.

L'objectif était de tester la mise à jour de la formation du POI, savoir si les fiches réflexes

fonctionnaient et si toutes les informations étaient bien présentes. L'accès à l'état des stocks a bien fonctionné.

En temps que DOI, l'objectif était de vérifier s'il avait connaissance de la présence de groupes électrogène et de tester l'astreinte environnementale.

L'exercice a duré 2h, les personnes ont été bien impliquées, les fiches réflexes bien prises en compte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien des moyens de défense et de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2019, article 7.24.4

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens de défense et de prévention contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les données « constructeur. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants, selon la fréquence définie ci-dessous : Fréquence détection incendie : Installation de détection incendie (sauf cellule K1abc) Semestrielle
Installation de détection incendie dans la cellule K1abc Trimestrielle

Constats :

Dans son courrier de réponse du 19 mai 2025, l'exploitant déclare que la personne ayant été recrutée sur le poste de responsable ICPE Infrastructure le 3 février 2025 a repris le suivi des contrôles réglementaires. Un point a été réalisé avec la société ATSI sur la thématique des contrôles des points F. Ce point avait pour objectif :

- refonte du rapport point F : numérotation des points F, temps à relever...
- Délais réglementaires ou contractuels pour la transmission des rapports de vérification suite vérifications périodiques
- Délais réglementaires ou liés aux exigences assureurs sur la périodicité des vérifications périodiques
- Procédure de mise à jour des plans et de la documentation suite à des modifications sur les installations (contrat)
- Point sur la dernière version des plans en vigueur
- Revue des précédents rapports et remontée des anomalies constatées (un retour du prestataire était attendu par Deret).

L'exploitant a rencontré la société ATSI pour échanger sur les plans des installations à jour, la qualité des rapports (pas de commentaire des temps ou pression observée), et la mise en place d'un stock de manomètres pour pouvoir les changer pour remesurer la pression quand un manomètre est HS, ce qui permet de le remplacer immédiatement.

Une mise à jour des plans est en cours - sans échéance fixée. En effet, l'exploitant ne dispose pas d'un plan qui permette de visualiser la localisation des points F réellement utilisés ainsi que l'agencement des différents bâtiments qui a évolué dans le temps.

A titre d'exemple, le bâtiment K initialement racké avec des in-rack ne dispose aujourd'hui plus de rack sauf dans deux cellules. L'exploitant déclare que l'ensemble des valeurs pour lesquelles il y a un « - » dans le rapport correspondent à des postes qui sont fermés car plus de stockage et non une absence de contrôle. Un plan à jour permettrait d'identifier les postes fonctionnels et ceux inutiles.

L'exploitant a transmis en date du 09 septembre 2025, les rapports d'essais des points F pour les bâtiments K ,L et M datés du 23 juillet 2025 ainsi que les comptes-rendus de visite périodique du système d'extinction automatique de type sprinklers qui date du 10 mars 2025. La précédente visite périodique datant du 11 septembre 2024, la fréquence semestrielle est respectée.

Par sondage, dans le rapport de visite périodique du bâtiment K, un écart est constaté : « présence d'une paroi de cantonnement en tôle en partie haute qui blinde la protection SPK et qui est supportée par le réseau SPK » en mezzanine R+2 de la cellule K1 ABC.

Concernant les points F, le rapport d'essai du bâtiment K mentionne 19 postes et une mezzanine ; celui du bâtiment M mentionne 32 postes et celui du bâtiment L 26 postes.

Bâtiment L : 4 postes n'ont pas été testés, pour deux d'entre eux il est mentionné « accès impossible (rack) »

Un des accès bloqué (point F derrière une structure de stockage) est résolu désormais. Une réflexion est en cours pour ramener les points F à côté du poste. Par le passé, ils étaient mis en position défavorable à l'opposé.

Parmi ceux testés, les postes 11 et 12 ont respectivement les réserves suivantes « fuite sur vanne d'essai DN50 F/F (L3CD) » et « Fuite raccord Victaulic DN50 - à remplacer (L4ABC) ».

L'exploitant déclare qu'il n'y a plus de fuite sur le réseau, elles sont traitées dans la foulée par la maintenance. D'autre part, l'exploitant a fait un tableau de suivi pour toutes les observations liées aux contrôles, avec la présentation des actions de mises en conformité (notamment les accès).

Batiment M : Sur les 32 postes, 12 n'ont pas été testés (16 à 20, 22 à 24, et 26 à 29).

Batiment K : 5 postes n'ont pas été testés : le n°12 et les postes 14 à 17.

L'exploitant présente un plan de masse toiture du bâtiment K où on peut voir 13 postes.

Un second plan en rack présente les postes n°14-16-19-22-24-23. Mais sur le plan il y a également

des postes non fonctionnels car pas utilisés mais par conséquent ils ne sont pas intégrés dans le rapport d'essais points F.

Constat : L'exploitant procède à la réalisation des contrôles des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux fréquences attendues pour les visites périodiques du système d'extinction automatique de type sprinklers. Pour les rapports d'essais des points F, il conviendra de fournir à l'inspection le rapport des essais précédant celui de 2025 et/ou celui programmé en septembre.

L'absence d'un plan à jour qui présente l'ensemble des installations fonctionnelles et non utilisées (car plus nécessaires) avec la configuration des cellules ne permet pas de s'assurer de l'exhaustivité des contrôles. En effet, à la lecture des rapports de vérification, il n'est pas possible de savoir pourquoi tous les postes n'ont pas été testés.

La réalisation d'un tel plan permettra de confirmer l'exhaustivité du contrôle.

Dans l'attente de la mise à jour du plan pour permettre de vérifier l'exhaustivité des contrôles, l'écart est maintenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prise en compte Rex P.O.I

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2019, article 7.23.3

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne (P.O.I)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention;

- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices ; etc

Constats :

Dans sa réponse du 19 mai 2025, l'exploitant déclare que la mise à jour du PDI / POI prend en considération tous les écarts relevés en 2020 :

- plans des locaux avec une description des dangers et l'emplacement des moyens de protection incendie et des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;
- POI est disponible au poste de commande. Une « malle POI » est en cours de constitution pour pouvoir délocaliser le poste de commandement si nécessaire. Les fiches réflexes de toutes les cellules ont également été digitalisées ;
- les états des stocks sont disponibles et paramétrables si besoin ;
- Les états des stocks simplifiés sont disponibles via les fiches réflexes mises en place ;
- Nature des risques des produits stockés répertoriés dans les fiches réflexes.

L'exploitant présente une fiche réflexe pour la cellule de stockage K5cd au sein de laquelle les informations suivantes sont disponibles :

- Surface de la cellule
- Produits stockés
- Comment accéder à l'état des stocks et emplacement des stocks (demander une démonstration)
- Données constructives
- Zones à risques - avec un plan disponible
- Moyens d'extinction de la cellule
- Ressources en eau
- Rétention
- Une check-list rappelant les actions à mener en cas de déclenchement du POI
- Accès à la cellule
- Plan des flux thermiques

Sur le terrain, l'inspection s'est rendue à l'ancien PC sécurité du site Deret Vergers, qui sert désormais de poste de commandement en cas d'accident sur le site de Champ Rouge.

Le poste de commandement a été judicieusement aménagé afin d'être le plus opérationnel possible en cas d'accident. Ainsi, le PC est équipé d'un tableau d'affichage sur lequel sont disposées des fiches extraites du POI telles que bilan de l'évacuation, plan de la zone sinistrée, check-list de mise en sécurité du site, check-list des appels à passer et numéros associés, autres fiches réflexes, de kits avec gilets et casques pour les différentes fonctions du POI (DOI, logistique, Communication, intervention exploitation), d'écran d'ordinateur avec une imprimante, un kit de pharmacie et des talkies-walkies. La malle POI sur roulettes est présente, contient l'ensemble des fiches réflexes et peut abriter l'ensemble des kits.

Il précise également que la mise en place de l'astreinte cadre POI permet de réduire le temps de

déclenchement du POI.

Les retours d'expérience des précédents exercices, y compris de celui du 26 juin 2025, ont été analysés et ont servi à identifier les évolutions à apporter au POI. Les fiches de mission des membres du POI restent encore à mettre à jour.

Constat : L'inspection souligne l'important travail réalisé pour améliorer le POI et le rendre le plus opérationnel possible. Ces améliorations se traduisent notamment par l'ajout de différentes fiches réflexes pertinentes et utiles en cas d'accident, ainsi que l'organisation très fonctionnelle du PC de commandement. L'exploitant déclare que pour l'instant, il y a eu des ajouts au POI mais pas encore de refonte du POI avec une réelle mise à jour globale.

L'inspection retient le caractère complet et opérationnel du POI qui intègre les RETEX des précédents exercices, au travers des différentes fiches réflexes, et note qu'il reste un travail de mise à jour globale sur la forme à compiler dans le POI.
L'écart est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Complétude du plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 7.23

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025

Prescription contrôlée :

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule. Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- la procédure d'alerte du poste de sécurité de l'exploitant de l'autoroute A10 (risque de perte de visibilité sur l'autoroute) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à épandage ou un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en

œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au chapitre 7.5 ci-dessus ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au chapitre 7.15 ci-dessus ;
- les mesures particulières prévues au chapitre 7.22 ci-dessus ;
- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction, des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne. Il est tenu à jour.

Constats :

Dans sa réponse du 19 mai 2025, l'exploitant déclare que la mise à jour du POI/ PDI permet d'avoir toutes les informations nécessaires en cas d'incendie cellule par cellule. L'objectif est d'avoir accès le plus rapidement possible à l'intégralité des données réelles. Pour ce faire :

- Chaque fiche cellule est digitalisée et accessible à la cellule POI DERET ;
- Chaque fiche est éditée au format papier en plusieurs exemplaires et accessible au SDIS dès leur arrivée sur site (PC des Vergers) ;
- L'ensemble des fiches seront stockées dans une malle : le PC POI peut être délocalisé à tout moment.

L'exploitant déclare que leur mise en place sera testée au cours du mois de juin lors de l'exercice POI et que le RETEX sera pris en considération pour en assurer l'amélioration si nécessaire. A l'occasion de cet exercice, la durée de mise en œuvre pourra être testée.

Dans son courrier de réponse du 19 mai 2025, l'exploitant a transmis une fiche des numéros d'urgence mise à jour, qui intègre notamment le numéro (24h/24) et l'adresse mail de Cofiroute. Toutefois, comme souligné lors de la précédente inspection, il convient de détailler la procédure d'alerte du poste de sécurité de l'exploitant de l'autoroute A10, et non simplement le numéro de Cofiroute.

Les coordonnées de la société d'autoroute sont à remonter dans la liste d'appel.

Lors de l'exercice PPI de 2024, en plus du dispositif FR-ALERT, l'appel de Cofiroute du PC de sécurité avait été passé.

Une fiche de mission réflexe pour la cellule relation extérieure est en réflexion pour lister les actions à mener.

Comme détaillé au point de contrôle précédent, le POI est aujourd'hui dans un mode plutôt opérationnel avec les fiches réflexes créées, mais le POI n'a pas encore été compilé en tant que tel.

Constat : Dans l'attente de la compilation du POI, l'écart est maintenu. L'inspection note toutefois le caractère opérationnel du POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Qualification du système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II_Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025

Prescription contrôlée :

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage

Constats :

Dans son courrier de réponse du 19 mai 2025, l'exploitant précise :

« L'adéquation entre les produits stockés et la protection incendie sur le bâtiment L fait l'objet du plan d'actions suivant :

1/ Recensement des produits et caractérisation depuis l'inspection de juillet 2024. Les produits de 3 clients étaient concernés. Pour 2 clients sur les 3, les produits ne sont plus sur le site de Champ

Rouge. Ils ont été repris par les clients. Pour les produits restants, les mesures compensatoires suivantes ont été mises en place :

- le stock a été concentré dans une zone
- des extincteurs sont à proximité, notamment de 50kg
- une consigne de surveillance a été diffusée aux agents de sécurité.

2/ Pour mettre en conformité la protection incendie, une caractérisation complète des produits en cours, comprenant :

- FDS du produit
- Volume contenant maxi
- Conditionnement des produits
- Hauteur palette
- Nombre de palettes en stock cible

Délai au 15/06/2025 - le résultat de cette caractérisation est détaillée ci-dessous.

3/ Envoi des données à un tiers expert pour réalisation de l'étude de protection adaptée et faisabilité

Délai retour étude : 15/09/2025 - l'exploitant n'en disposait pas encore le jour de l'inspection.

4/ En fonction du retour de l'étude du tiers expert, décision DERET et chiffrage

5/ Pour la réalisation des travaux de mise en conformité, un délai de 3 à 5 mois est nécessaire. »

En complément, l'exploitant déclare que :

- La cellule, d'une surface de 3000 m², a une capacité de 4 888 emplacements palettes ;
- Actuellement l'exploitant a 62 palettes en stockage sur les 3 687 palettes en rack dans la cellule L3ab (soit 8,5 tonnes (poids comprenant le poids de produit + emballage + palette) sur les 1 135 tonnes stockées dans la cellule soit 0,7 % du stock) ; Les plus gros contenants sont des bidons de 20L.
- Ces produits sont stockés dans l'allée L024 et un résidu dans l'allée L022. L'implantation permet d'intégrer des "zones tampons" comme mesures compensatoires entre les produits pour éviter toute propagation ;
- Les palettes sont stockées au sol et sur les 2 premiers niveaux au maximum (sous sprinklage) ;
- Au-dessus ce sont des produits classés ICPE 1510 (peintures à base eau) car le stockage de liquides inflammables est interdit au-dessus du niveau 2. Autour et jusqu'au niveau 2, ce sont des produits classés en liquides inflammables en contenant métal ou des produits non dangereux ICPE 1510 ;
- La cellule est reliée à une rétention déportée. Les cellules du bâtiment L sont reliées via des regards vers une rétention déportée. Le bâtiment n'a pas été conçu avec des zones de collecte de moins de 500m².

L'exploitant est passé par un tiers pour avoir une préconisation technique pour réaliser une allée sprinklée dédiée, qui sera suivie d'un devis pour faire la modification avant de faire réaliser les

travaux. En attendant la finalisation des travaux, des rondes de surveillance sont mises en place.
Constat : l'exploitant a mis en œuvre des mesures pour diminuer le stock de produits et limiter les risques. Toutefois, dans l'attente de la réalisation des travaux, l'écart est maintenu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : SGS Maîtrise des procédés - maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 5 – alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025
Prescription contrôlée : <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
Constats : <p>Dans son courrier du 19 mai 2025, l'exploitant apporte les éléments suivants :</p> <p>« Pour la formation des intervenants extérieurs sur les risques spécifiques au site de Champ Rouge, une annexe au plan de prévention reprenant les différents risques est créée. Elle est transmise par différentes voies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A la rédaction du plan de prévention ; - Au poste de garde de Champ Rouge ; - A l'entrée de chaque bâtiment du site de Champ Rouge. <p>A titre d'exemple pour les travaux « Exotech 3 », une annexe des zones à risques de Champ Rouge a été annexée au Plan Particulier de Sécurité de Protection de la Santé (PPSP). Ce PPSP a été établi</p>

en partenariat avec la structure extérieure Exotech. Une visite de chantier a également eu lieu en présence, pour DERET, de la responsable HSE, le responsable des travaux neufs, le chef de projet ; ainsi que du client et de la société qui intervient (Exotech). En cas de sous-traitance, les intervenants doivent signer le PPSP qui inclut un plan des zones à risques.

Pour les sociétés qui ont un plan de prévention à l'année, tous les prestataires qui interviendront dans le courant de l'année signent le PPSP en début d'année.

Cette annexe reprend les risques majeurs et leur localisation ainsi que les interdictions et obligations, la localisation des points de rassemblement, les DAE,... **Cette annexe ne traite pas du cas des mezzanines qu'il convient d'ajouter.**

Pour la traçabilité des personnes formées aux risques spécifiques : en collaboration avec le service sûreté DERET, une main courante est en cours de création pour suivre toutes les entrées sur le site incluant la prise de connaissance des consignes de sécurité. La mise en place est prévue pour le second semestre 2025.

Une réflexion est aussi en cours pour avoir des indicateurs à mettre en place sur le nombre de détections, le nombre de mises hors service et le nombre de permis de feu.

L'avancement de la mise en place de cette base est un peu ralenti avec les changements dans la société de sécurité. Cela se calquera sur le modèle d'accueil des visiteurs extérieurs, en cours par la société de sécurité.

Des sessions de formation au plan de prévention ont été réalisées par le service HSE au cours du 1^{er} trimestre 2025.

L'exploitant transmet la liste des personnes qui ont été formées ; plusieurs services sont représentés tels que Travaux neufs, ICPE infrastructure, HSE, directeur de site, Achats, Directrice d'exploitation, Deret services numériques, bureau d'études, directeur d'exploitation etc.

Cette formation s'est adressée aux personnes qui peuvent rédiger un plan de prévention, aux donneurs d'ordre et aux directeurs de sites car ils contresignent les plans de prévention.

Pour les travaux par points chauds, la procédure relative aux permis de feu a été mise à jour.

L'exploitant a transmis cette procédure mise à jour. Elle précise que seules les personnes listées dans le document DOC_HSE_0038 sont habilitées à délivrer des permis de feu. L'inspection demande à consulter ce document.

Ce document liste les personnes autorisées à délivrer un permis de feu et précise la date de dernière formation. Sur les 35 personnes pouvant délivrer un permis de feu, 19 ont suivi la formation. Aucun recyclage n'est prévu. Ceux qui n'ont pas de date en face de leur nom ont eu une formation historique.

Certaines personnes formées ne sont pas dans la liste des personnes autorisées à délivrer un permis de feu. En effet, la formation en question est plus large car elle traite à la fois du plan de

prévention et des permis de feu en même temps.

Aucun travail par point chaud n'ayant lieu le jour de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de produire un rapport de surveillance du dernier travail par point chaud effectué sur site. Un agent de sécurité habilité SIAP a présenté un rapport effectué pour un permis délivré le 05 septembre 2025 pour une mission de 14h à 16h réalisée par la maintenance DERET dans les allées 39 à 49 qui nécessitait l'utilisation d'une meuleuse et/ou d'une perceuse. Ce rapport indique bien les horaires des rondes effectuées à 14h et 15h, puis une ronde effectuée à 17h54 soit deux heures suivant l'heure de fin des travaux. Le rapport est conforme à la procédure.

Constat : L'exploitant a renforcé ses procédures pour veiller à la formation des personnels internes et externes aux risques des installations, à la conduite à tenir en cas d'accident / incident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention. Toutefois, il reste le cas des mezzanines à intégrer dans l'annexe.

Les écarts de la précédente inspection relatifs aux interventions en cascade et à la formation du personnel sont levés.

Des justificatifs sont à apporter pour montrer l'intégration du cas des mezzanines dans les consignes d'évacuation et pour justifier de la consigne de vérification des formations et des compétences des prestataires à l'utilisation des moyens d'extinction incendie mis à disposition à proximité de la zone de travail par point chaud.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : SGS Maîtrise des procédés - maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés et d'exploitation lors des opérations sous-traitées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2025

Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]

Constats :

Dans sa réponse du 19 mai 2025, l'exploitant a transmis une procédure de permis de feu (MOP-HSE-0024) qui présente notamment :

- le domaine d'application
- qui est en mesure de délivrer un permis de feu
- la validité du permis
- les détails de l'établissement du permis de feu
- les rôles et responsabilités de chaque partie lors des différentes phases (avant / pendant / après les travaux).
- un exemplaire de permis de feu

La procédure présentée précise que les systèmes d'extinction à déconnecter sont identifiés, sans préciser à qui incombe cette tâche, ni qui la valide. La procédure laisse supposer que ce point étant fait au moment de la rédaction, elle incombe au rédacteur qui est bien identifié dans la procédure (opérateur qui pilote les travaux et les intervenants).

L'exploitant déclare que le service maintenance met hors service la partie extinction, le SIAP met hors service la zone de travaux et effectue la remise en service pour la détection.

Ces éléments sont à ajouter dans la procédure pour bien identifier qui fait quoi.

Lors de la phase travaux, il est précisé sous le tableau de répartition des rôles « Demander la remise en fonction des systèmes de détection ou extinction neutralisés à la fin des travaux, objet du permis de feu ». De même pour la phase « Après travaux », il est précisé :

- « - S'assurer de la remise en service du système de détection d'incendie
- Si la surveillance ne peut se faire pendant les heures d'ouverture, faire une demande de ronde au service de gardiennage avec pointage sur le document « Intervention sur centrale d'alarme - rondes suite à permis de feu » (DOC-HSE-0042) ».

Pour ces trois tâches, aucune personne ou service n'est directement fléchée.

Le schéma décisionnel et organisationnel de la procédure relative au permis de feu est incomplète, il ne traite pas en détail la question de l'arrêt et de la remise en service des systèmes de détection ou extinction incendie. L'écart est maintenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : SGS Maîtrise des procédés - maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Indicateurs de suivi relatif aux entreprises extérieures
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier de réponse du 19 mai 2025, l'exploitant précise que le SGS a été mis à jour pour intégrer l'évaluation des prestataires mises en place. Cette dernière est basée sur les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect du planning d'intervention - Qualité de l'intervention (exhaustivité des contrôles...) - Respect du délai de transmission des comptes-rendus - Qualité des comptes-rendus - Respect des consignes de sécurité lors des interventions <p>L'exploitant déclare que lors de la prochaine revue de direction du SGS, les indicateurs mis à jour pour l'ensemble des prestataires intervenus sur le site de Champ Rouge seront présentés.</p> <p>L'exploitant présente le diaporama préparé pour la Revue direction Iso 14001 d'auto-évaluation du SGS sur Champ Rouge :</p> <p>Pour chacun des sujets suivants, il y a un taux de conformité minimal visé (75%) :</p> <p>PPAM (politique de prévention des accidents majeurs) , formation - organisation, risques - accidents majeurs, maîtrise des procédés, gestion des modifications, situations d'urgence, surveillance et mesurage, Audits - revue de direction</p>

Parmi les actions mises en place, le diaporama liste les actions suivantes : contrôle de cohérence, alerte anomalies qlik, évaluation des prestataires, contrôle et mise en place de double classification ICPE.

Parmi les perspectives présentées, il y a : la réactualisation de la PPAM, la poursuite des actions de gestion des matières dangereuses, le suivi des prestataires de contrôle réglementaires, les audits externes du SGS tous les 2 ans.

Le manuel SGS transmis avec le courrier de réponse de l'exploitant inclut bien ces critères. Toutefois, il conviendrait de préciser où trouver la liste des prestataires avec l'évaluation associée pour permettre le choix des prestataires. Des réflexions en cours pour construire une architecture réseau pour mettre les documents de référence.

Concernant l'évaluation des prestataires, l'exploitant a mis en place d'une fiche d'évaluation qui permet de qualifier les différentes actions du prestataire allant de « jamais respecté » à « respect total » en passant par « plusieurs non-respects » et « un non-respect ».

L'exploitant présente la fiche d'un intervenant qui avait répondu « non » pour la nécessité de faire un permis de feu suite à la demande du SIAP, et qui a ensuite été pris à réaliser un travail par point chaud. L'intervenant est désormais exclu de chez Deret.

7 intervenants ont été évalués pour 2025 avec une notation finale.

Dans un souci d'amélioration continue, des audits mensuels « G2 » sont faits par le service HSE, ils permettent de donner une note à l'exploitation, qui inclut le volet ICPE (notamment qualité de l'état de stock, conditions stockage).

Constat : l'écart est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : 1er prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23

Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements dans l'environnement

Prescription contrôlée :

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a contractualisé avec Bureau Veritas pour les premiers prélèvements environnementaux. C'est la cellule de Paris qui intervient dans un délai de 4h d'après le contrat. Aucun exercice n'est prévu dans le contrat.

L'exploitant ne sait pas vers quels laboratoires les prélèvements sont envoyés ni le délai sous lequel les résultats sont transmis.

L'exploitant présente le plan de prélèvement dans l'environnement qui présente l'ensemble des paramètres à prélever et les différentes matrices associées (sol / végétaux / surfaciques / eaux).

Le contrat prévoit des délais d'intervention variables selon le jour de la semaine et l'heure d'appel.

A titre d'exemple, le délai maximum présenté dans le tableau concerne les jours en semaine pour un appel passé entre 17h et 24h, une intervention est indiquée vers 7h du matin. Ce délai maximum n'est pas conforme à ce qui est indiqué dans le contrat.

L'exploitant envisage de changer de prestataire.

Une fiche réflexe d'appel de l'astreinte environnementale a été ajoutée en annexe du POI. Elle précise la société chargée des prélèvements (Bureau Veritas), le numéro d'appel, les informations à transmettre à Bureau Veritas sur l'accident (généralités, coordonnées et modalités de communication et les caractéristiques de l'accident). La fiche identifie 4 scénarios en fonction de la direction du vent, pour chacun de ces scénarios l'intégralité des substances est ciblée.

Constat : L'exploitant a bien contractualisé avec un organisme pour gérer les premiers prélèvements environnementaux, en identifiant les substances à prélever et les matrices associées.

Toutefois les délais d'intervention ne sont pas compatibles en tout temps avec la gestion d'un accident (Plus le délai d'intervention sera long et moins il restera de matrices à analyser). L'ensemble de ces informations n'est pas repris dans le POI. L'inspection note le caractère opérationnel de la fiche créée et annexée au POI qui permet de mettre en oeuvre efficacement la procédure des premiers prélèvements environnementaux.

Le POI doit être complété avec les informations relatives aux premiers prélèvements (substances à rechercher, matrices de prélèvements, matériels, délais d'intervention ...)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Entretien des moyens de défense et prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 7.24.4
Thème(s) : Risques accidentels, Groupes motopompes
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, [...]
Constats : L'inspection a fait réaliser un test des groupes motopompes du local sprinklage des bâtiments K et L. La pression dans le circuit est de 12 bars. Les jauges de gazole sont respectivement à 80% pour le moteur B1 et 100 % pour le moteur B2. Un report d'alarme se déclenche dans le cas où la jauge descend en dessous de 75%. Les deux autres moteurs du local sprinklage du bâtiment M peuvent venir en relai des groupes du local des bâtiments K et L. Pour la réalisation du test, ce report a été désactivé pour ne tester que les groupes du local ciblé. En début de test la pompe jockey s'est mise en route puis puis un premier groupe motopompe s'est déclenché, suivi quelques secondes après par le déclenchement du second groupe motopompe. Les deux motopompes du local des bâtiments K et L sont bien fonctionnelles. L'inspection n'a pas vérifié la tenue du registre ni les vérifications annuelles effectuées. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite